

5G : Les associations appellent à un moratoire

2019-12-20 14:49:54

Paris, 2 octobre 2019,



A l'occasion de la tenue le 2 octobre du comité national de dialogue des fréquences qui sera consacré au déploiement de la 5G, les associations lancent une **alerte générale** contre ce projet qui fera basculer la planète et la société dans un monde aux conséquences hors de contrôle. Force est de constater que, dans de nombreux domaines, les technologies de la communication sans fil et du numérique ont déjà des impacts qui n'ont rien de virtuel : risques pour la santé physique et mentale, hyper-connexion dans le monde du travail et chez les jeunes, sols, paysage et écosystèmes impactés, facture énergétique grandissante, gaspillage de ressources, risques du Big Data sur les libertés, poids des lobbies sur la science et les politiques publiques...

La 5G, programme pharaonique de plusieurs milliards d'euros, qui vise à communiquer avec tout (internet des objets, mobilité des robots...), partout, tout le temps et sans limite – selon les termes du think tank « Idate Digiworld » – conduit inéluctablement à aggraver cet état de fait. Son déploiement se fait à marche forcée, dans la plus grande précipitation, *sans qu'aucune évaluation sanitaire ni aucun débat démocratique sur les effets de cette technologie sur nos sociétés n'aient pu être menés.*

À l'heure où l'humanité est confrontée à des défis majeurs à relever – dérèglement climatique, sixième crise d'extinction de la biodiversité, épidémie mondiale de maladies chroniques, tensions sur les ressources en eau, en métaux rares, en énergie – développer un programme qui modifiera durablement l'environnement électromagnétique de la planète, les interactions homme-machine et le fonctionnement global de notre société, **ne peut être imaginé sans une réflexion et un débat citoyen approfondis.**

C'est pourquoi, en amont du comité national de dialogue sur les fréquences, les associations participantes signataires – soutenues d'ores et déjà par d'autres ONG, **demandent un moratoire du déploiement de la 5G et la mise en place d'un débat public sous l'égide de la Commission Nationale du Débat Public**, autorité indépendante dont la loi impose la saisine préalablement au développement de projets d'infrastructures ou de programme d'ampleur. Appel à l'initiative de **Priartem** et **Agir pour l'environnement**.

Les signataires :  ### --- La dépêche AFP sur le site du Nouvel Observateur : [Des ONG appellent à un moratoire sur le déploiement de la 5G](#)

Ce document a été rédigé par PRIARTEM. Vous n'avez pas le droit de le modifier, de le transformer ou de l'adapter. Vous n'avez pas le droit de l'utiliser à des fins commerciales.

PRIARTEM - Tous droits réservés - © 2026